



Canadian Council on International Law
Conseil canadien de droit international

53rd Annual Conference Congrès annuel

International Law: Enforcement and Entanglements
Convergence et divergence : Perspectives sur la
mise en œuvre du droit International

7-8 NOV 2024 • Ottawa

Édifice John G Diefenbaker Building • 111 rue Sussex Drive

Joignez-vous à nous pour le plus important congrès de droit international au Canada!

Venez explorer le paysage évolutif du droit international lors du congrès de cette année, au cours duquel d'éminents experts, universitaires et praticiens se réuniront pour discuter du thème **Convergence et divergence : perspectives sur la mise en œuvre du droit international**.

Ce sera l'occasion de réseauter avec des professionnels de haut niveau, de participer à des tables rondes instructives et d'améliorer votre compréhension des cadres juridiques qui façonnent le monde d'aujourd'hui. Que vous soyez un juriste chevronné, un universitaire ou un étudiant en droit, le congrès vous permettra d'approfondir vos connaissances et de nouer des liens significatifs dans le domaine du droit international.

Parmis les conférenciers/ières principaux

- Alan Kessel
- Andrea Bjorklund
- Elaine Feldman
- James Stewart
- Lucy Reed

Séances destinées aux étudiants

- Les carrières en droit international
- Recherche en droit international : comment faisons-nous ce que nous faisons

Thème

Convergence et divergence : Perspectives sur la mise en œuvre du droit International

Le thème de cette année met en lumière la mise en œuvre du droit international et les forces qui peuvent y faire obstacle. De l'essor de l'IA à la montée du populisme, de l'usage de la force aux forces du marché et aux forces du changement climatique, de l'adoption d'instruments internationaux à leur réception par les tribunaux nationaux, la mise en œuvre du droit international doit faire face aux défis d'un monde en perpétuel changement. Le droit international peut-il conserver son influence, tout en traversant ces fluctuations?

Échantillon des séances qui seront présentées :

- Examen de l'ACEUM en 2026 : occasions favorables et risques pour le Canada
- Intervenants internationaux en matière de droits de la personne et assemblées législatives : le droit international et la promotion de la diversité et de l'égalité dans le droit national
- La mise en œuvre du droit international humanitaire par la diffusion
- Qui paie le prix lorsque les délocalisations soutenues par l'État chinois causent des dommages?
- Trouver sa voie : la mise en œuvre du droit international du cyberspace dans l'ensemble du spectre des conflits
- Aide et assistance militaires à d'autres États – Questions clés en vertu du jus ad bellum et du jus in bello
- L'avis consultatif du Tribunal international du droit de la mer en période d'urgence climatique
- Comment peut-on mieux promouvoir les Canadiens et les priorités canadiennes au sein des institutions internationales?
- Accès à la justice : application des droits de la personne en temps de crise





Agrément de EDetI du Barreau de l'Ontario

Ce programme contient 1.25 heure(s) de professionnalisme sur l'égalité, la diversité et l'inclusion :

- *Intervenants internationaux en matière de droits de la personne et assemblées législatives : le droit international et la promotion de la diversité et de l'égalité dans le droit national*

Heures de fond

Les heures de professionnalisme (y compris les heures de professionnalisme en matière d'EDI) doivent être agréées par le Barreau, tandis que les heures de fond n'ont pas besoin de l'être. Pour plus de renseignement, consultez [l'exigence de formation professionnelle continue \(FPC\)](#).

Activité pré-conférence

Mercredi, 6 novembre de 18 h à 20 h

L'État de droit sous pression : un défi transnational

Au lendemain d'une élection déterminante aux États-Unis, joignez-vous à nous pour une discussion sur l'État de droit dans ce pays et dans le monde. Le **professeur Gregory Shaffer**, titulaire de la chaire Scott K Ginsburg de droit international à l'Université Georgetown et ancien président de l'American Society of International Law, parlera de son prochain ouvrage, *The Rule of Law Under Pressure: A Transnational Challenge*. La **professeure Meredith Lilly**, titulaire de la Chaire Simon Reisman de politiques économiques internationales à l'École des affaires internationales Norman Paterson de l'Université Carleton, répondra au Professor Shaffer. La soirée sera l'occasion d'une discussion passionnante et opportune sur les défis auxquels est confronté l'État de droit, tant au sein des nations qu'entre les pays.

Rideau Club, 99 rue Bank, 15e étage

Prix du billet : Délégués 50 \$ (peux être ajouté lors de l'inscription) / Non-délégués 75 \$ (veuillez contacter le CCDI pour le lien).

Comprend des hors-d'œuvre. Les places sont limitées. Le billet peut être acheté lors de l'inscription.

L'Assemblée générale annuelle (AGA) 2024 du CCDI

Vendredi 8 novembre 2024 de 13 h 15 à 14 h 00 HE

111, prom. Sussex, Salle Victoria Hall (1er niveau)

[Détails](#)

PROGRAMME DÉTAILLÉ

Inscrivez-vous dès maintenant !

Lieu du congrès

Édifice John G Diefenbaker

111 rue Sussex

Ottawa (Ontario) K1N 5A1

Stationnement payant sur les lieux.

[Directions](#)



Le programme en ligne est continuellement mis à jour. Veuillez le consulter régulièrement.

Les biographies sont présentées dans la langue d'origine.

L'interprétation simultanée (IS) ne sera disponible que dans la salle plénière principale (Victoria Hall).

Agenda de l'événement

mercredi

jeudi

vendredi

6 nov.

7 nov.

8 nov.

Liste [Format](#)

Télécharger l'horaire de l'événement

La date et l'heure sont affichées dans Canada/Eastern

Recherche

Rideau Club (99 rue Bank Street)

Social Activities & Breaks | Pauses et activités sociales

6 novembre 2024

18:00 - 20:00

L'État de droit sous pression : un défi transnational

Activité pré-conférence

Au lendemain d'une élection déterminante aux États-Unis, joignez-vous à nous pour une discussion sur l'État de droit dans ce pays et dans le monde. Le **professeur Gregory Shaffer**, titulaire de la chaire Scott K Ginsburg de droit international à l'Université Georgetown et ancien président de l'American Society of International Law, parlera de son prochain ouvrage « *The Rule of Law Under Pressure: A Transnational Challenge* ». La **professeure Meredith Lilly**, titulaire de la Chaire Simon Reisman de politiques économiques internationales à l'École des affaires internationales Norman Paterson de l'Université Carleton, répondra au Professor Shaffer. La soirée sera l'occasion d'une discussion passionnante et opportune sur les défis auxquels est confronté l'État de droit, tant au sein des nations qu'entre les pays.

Rideau Club, 99 rue Bank, 15e étage

Prix du billet : Délégués 50 \$ (le billet peut être acheté lors de l'inscription.) / Non-délégués 75 \$ (veuillez contact le CCDI pour le lien).
Comprend des hors-d'œuvre. Les places sont limitées.



Gregory Shaffer

Professor of International Law, Georgetown University Law Center



Meredith Lilly

Professor, Simon Reisman Chair in International Economic Policy, Norman Paterson School of International Affairs, Carleton University





Le programme en ligne est continuellement mis à jour. Veuillez le consulter régulièrement.
 Les biographies sont présentées dans la langue d'origine.
 L'interprétation simultanée (IS) ne sera disponible que dans la salle plénière principale (Victoria Hall).

Agenda de l'événement

mercredi

jeudi

vendredi

6 nov.

7 nov.

8 nov.

Liste Format

Télécharger l'horaire de l'événement

La date et l'heure sont affichées dans Canada/Eastern

Recherche

Ottawa ABC (1st Floor | 1e étage)

7 novembre 2024
07:30 - 18:00

Registration | Inscription

Victoria Hall (1st Floor | 1e étage)

Keynotes | Allocutions principales

7 novembre 2024
08:30 - 08:35

Welcome | Bienvenue

Message from the CCIL President | Mot du président du CCDI

Victoria Hall (1st Floor | 1e étage)

Keynotes | Allocutions principales

7 novembre 2024
08:35 - 09:45

Droit pénal international : mise en application et forces à surmonter y faisant obstacle (présenté en français)

Keynote presentation | Allocution principale

Une occasion pour un praticien de réfléchir, d'une manière très personnelle, sur le thème du Congrès dans sa dimension de justice pénale. L'accent sera porté sur la mise en application du droit pénal international et les forces pouvant y faire obstacle qu'il faut surmonter, et cela pour illustrer le grand thème du Congrès.

(séance présentée en français, avec l'interprétation simultanée vers l'anglais)



**James Stewart**

Procureur adjoint, Cour pénale internationale (retraité)

Ottawa ABC (1st Floor | 1e étage)

Social Activities & Breaks | Pauses et activités sociales

7 novembre 2024

09:45 - 10:00

Health Break | Pause-santé

Victoria Hall (1st Floor | 1e étage)

Sessions | Séances

7 novembre 2024

10:00 - 11:15

L'avis consultatif du Tribunal international du droit de la mer en période d'urgence climatique**Modérateur :** Vladyslav Lanovoy, Université Laval

Le changement climatique se manifeste de manière dévastatrice. Dans une démarche sans précédent, trois juridictions internationales, à savoir le Tribunal international du droit de la mer (TIDM), la Cour interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) et la Cour internationale de justice (CIJ), ont été invitées à rendre des avis consultatifs sur le changement climatique. La Commission des petits États insulaires sur le changement climatique et le droit international (Commission of Small Island States on Climate Change and International Law, COSIS) a demandé au TIDM de donner un avis consultatif sur les conséquences du changement climatique sur la préservation et la protection du milieu marin. Le panel examinera les procédures consultatives du TIDM et la manière dont son avis peut contribuer à la résolution de la crise climatique. Les experts réfléchiront à la mise en œuvre du droit international par l'entremise d'avis consultatifs, dans le contexte du changement climatique. Les intervenants discuteront des possibilités de coopération et de synergies entre les tribunaux internationaux, renforçant ainsi le cadre juridique sur le changement climatique.

**Eran Sthoeger**

Adjunct Professor, Brooklyn Law School

**Maria Antônia Tigre**

Director, Global Climate Litigation Sabin Center for Climate Change Law

**Miriam Cohen**

Associate Professor, Université de Montréal

**Payam Akhavan**

Human Rights Chair, Massey College, University of Toronto

**Vladyslav Lanovoy**

Assistant Professor, Université Laval

Afficher moins



Algonquin (Terrace)

Sessions | Séances

7 novembre 2024

10:00 - 11:15

Qui paie le prix lorsque les délocalisations soutenues par l'État chinois causent des dommages?**Moderator:** Daniel Hohnstein, Tereposky & DeRose LLP

Avec la création par la Chine de zones économiques spéciales dans les pays en développement, dans le cadre de son initiative « La Ceinture et la

Route », on assiste à la naissance de la subvention transnationale. Bien que les pays développés s'opposent généralement aux pratiques de la Chine, les motifs de leur opposition varient. Les litiges en cours devant l'OMC et les tribunaux de l'UE détermineront si l'UE est fondée à s'appuyer sur les Règles sur la responsabilité des États pour imposer des mesures compensatoires, et si l'UE peut recourir à une action unilatérale non autorisée en vertu de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires (Accord SMC). Les États-Unis et le Canada n'adoptent pas la même approche. Ils affirment au contraire que rien dans le texte du GATT ou de l'Accord SMC ne les empêche de sanctionner les aides gouvernementales en dehors du territoire de ce gouvernement. La différence de points de vue porte sur la question de savoir si une faute est commise et, dans l'affirmative, par qui. Les pays en développement sont-ils à blâmer ou sont-ils pris dans le collimateur?

Afficher moins

**Isabelle Van Damme**

Professor of International Economic Law, World Trade Institute

**Kimberley Trapp**

Professor of Public International Law; Deputy Dean, University College London, Faculty of Laws

**Yu Cai Tian**

Legal Counsel, Trade Law Bureau, Government of Canada

Afficher moins



Freiman/Guigues (Terrace)

Sessions | Séances

7 novembre 2024

10:00 - 11:15

Entreprises et droits de la personne : l'esclavage moderne dans les chaînes d'approvisionnement mondiales

Modératrice: Oonagh Fitzgerald, L'ADI-Canada

Les panélistes et l'animateur se pencheront sur les trois thèmes suivants et en débattront entre eux :

1. Expliquer la législation canadienne et la comparer à d'autres règles en cours d'élaboration relativement aux entreprises et aux droits de la personne, y compris les aspects concernant leur caractère exécutoire.
2. Comment ces règles, et notamment les questions liées à leur caractère exécutoire, ont-elles, ou non, transformé le contexte commercial transnational?
3. À quels développements futurs peut-on s'attendre à l'échelle nationale et internationale en ce qui a trait à la mise en œuvre des normes relatives aux entreprises et aux droits de la personne?

La discussion entre experts sera suivie de questions du public.

Ce panel présentera une mise à jour et une réflexion sur les questions liées au respect et à l'application des droits de la personne par les entreprises engagées dans le commerce international, en se concentrant sur le travail des enfants et le travail forcé dans les chaînes d'approvisionnement mondiales.

Le projet de loi S-211, Loi édictant la Loi sur la lutte contre le travail forcé et le travail des enfants dans les chaînes d'approvisionnement et modifiant le Tarif des douanes, est entré en vigueur le 1er janvier 2024. Il a créé de nouvelles interdictions et obligations de reddition de comptes, applicables aux entreprises canadiennes engagées dans le commerce et l'investissement internationaux.

Les lignes directrices, les règles et les normes relatives aux entreprises et aux droits de la personne prolifèrent dans le monde entier. Ce panel situera la législation canadienne dans le contexte mondial et examinera ses répercussions potentielles sur les entreprises transnationales, les évolutions possibles de son caractère exécutoire et la quête d'une plus grande cohérence dans la mise en œuvre et l'application des normes relatives aux entreprises et aux droits de la personne.

Afficher moins

**Akinwumi Ogunranti**

Assistant Professor, Faculty of Law, University of Manitoba

**Daniel Litwin**

Independent legal adviser and arbitrator, with affiliations to the EUI and Cabinet Yves Fortier, Independent

**Masud Husain**

Ombudsperson, Canadian Ombudsperson for Responsible Enterprise (CORE)

**Penelope Simons**

Full Professor, & Gordon F. Henderson Chair in Human Rights, HRREC, University of Ottawa Faculty of Law (Common Law Section)

Afficher moins



Victoria Hall (1st Floor | 1e étage)

Sessions | Séances

7 novembre 2024

11:30 - 12:45

Mise en œuvre de la DNUDPA dans les cours et tribunaux canadiens

Modératrice / Intervenante : Risa Schwartz, Risa Schwartz International Law

Dans le *Renvoi relatif à la Loi concernant les enfants, les jeunes et les familles des Premières Nations, des Inuits et des Métis*, la Cour suprême du Canada a souligné le fait que la *Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones* (DNUDPA) a été intégrée dans le droit positif interne du Canada. Au cours d'une discussion en table ronde, nos panélistes parleront de l'importance de ce jugement dans le contexte du droit national et international, et examineront les répercussions que la DNUDPA pourrait avoir sur les juridictions inférieures et les décisions des tribunaux administratifs.

Discussion d'experts sur la mise en œuvre de *la Loi sur la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones*.

Enregistrements du webinaire conjoint de l'Association du Barreau autochtone (ABA) et du Conseil canadien de droit international (CCDI), qui a eu lieu le 22 juin 2022.

Partie 1: <https://youtu.be/cZf0mF617-g>Partie 2: <https://youtu.be/LPIPEajwaaA>

Afficher moins

**Brenda Gunn**

Professor, Robson Hall Faculty of Law, University of Manitoba

**Claire Anderson**

Commissioner, British Columbia and Yukon, Canadian Radio-television and Telecommunications Commission (CRTC)

**Jesse Abell**

Associate, Olthuis Kleer Townshend LLP

**Risa Schwartz**

Sole Practitioner, Risa Schwartz International Law

Afficher moins



Algonquin (Terrace)

Sessions | Séances

7 novembre 2024

11:30 - 12:45

Trouver sa voie : la mise en œuvre du droit international du cyberspace dans l'ensemble du spectre des conflits

Modératrice: Capf Kat Aubrey-Horvath, *Directrice*, Direction du droit d'opérations cybernétiques, Cabinet du juge-avocat général, Forces armées canadiennes

Qu'est-ce que le « droit international du cyberspace »? À quoi et comment s'applique-t-il? Et comment est-il mis en œuvre? Les États, les experts techniques, les entreprises, les universitaires et les ONG s'attaquent à ces questions dans un large éventail de forums — du Groupe de travail à composition non limitée des Nations unies sur les TIC aux salles de réunion du conseil d'administration des entreprises technologiques, en passant par les billets de blogues juridiques sur les technologies émergentes. Malgré le consensus confirmé entre les États sur le fait que le droit international existant s'applique au cyberspace, de nombreuses questions essentielles subsistent, notamment en ce qui concerne les spécificités de l'application du droit international dans ce contexte. Outre les États, de nombreuses parties prenantes s'investissent profondément dans l'élaboration des réponses à ces questions et participent de plus en plus activement au débat. Ces questions ne sont pas près de disparaître. Au fur et à mesure que la portée de la cybernétique s'étend (p. ex., l'IA cybernétique), l'établissement des modalités d'application du droit guidera la mise en œuvre du droit du cyberspace, non seulement en temps de paix ou en temps de guerre, mais aussi dans l'ensemble du spectre des conflits. Cette séance réunira les principaux acteurs techniques et juridiques de la cybernétique — des Forces armées canadiennes et d'Affaires mondiales Canada aux universitaires, en passant par la société civile — afin d'aborder les principaux défis et occasions favorables auxquels font face le droit international du cyberspace et sa mise en œuvre.

Afficher moins



Amanda Ghahremani

Research Fellow, Human Rights Center, UC Berkeley



Major General Dave Yarker

Commander, Canadian Armed Forces Cyber Command, Canadian Armed Forces



Leah West

Associate Professor, Norman Paterson School of International Affairs, Carleton University



Robert Young

Deputy Director, Criminal, Security and Diplomatic Law Division, Global Affairs Canada

Afficher moins



Freiman/Guigues (Terrace)

Sessions | Séances

7 novembre 2024

11:30 - 12:45

Naviguer dans les examens de la sécurité nationale en vertu de la Loi sur Investissement Canada

Modérateur: Joshua Chad, McMillan LLP

Conformément aux tendances mondiales, la réglementation des investissements directs étrangers au Canada s'est concentrée sur la question de savoir si les investissements soulèvent des problèmes de sécurité nationale. Les récents énoncés de politique du gouvernement et les modifications apportées à la *Loi sur Investissement Canada* (LIC) mettent en évidence l'importance actuelle de ces enjeux. Ce panel présentera une vue d'ensemble du régime de sécurité nationale en vertu de la LIC et discutera des sujets d'actualité suivants en ce qui a trait aux examens de la sécurité nationale :

- Quelle est la portée juridictionnelle du régime de sécurité nationale de la LIC?
- Les examens de la sécurité nationale posent-ils des problèmes procéduraux?
- Quelles sont les préoccupations fondamentales en matière de sécurité nationale qui intéressent le gouvernement canadien?
- Comment les autres considérations stratégiques, telles que l'objectif du Canada de veiller à ce que les marchés financiers fonctionnent bien, interagissent-elles avec le régime de sécurité nationale de la LIC?

Afficher moins



**Andrew House**

Partner, Fasken Martineau DuMoulin LLP

**Elizabeth Roscoe**

Executive Vice President and Ottawa Practice Lead, Rubicon Strategy Inc.

**Mehmet Karman**

Senior Policy Analyst, Foreign Investment Review and Economic Security Branch, ISED

Afficher moins



Ottawa ABC (1st Floor | 1e étage)

Social Activities & Breaks | Pauses et activités sociales

7 novembre 2024

12:45 - 14:00

Lunch | Dîner

Victoria Hall (1st Floor | 1e étage)

Sessions | Séances

7 novembre 2024

13:15 - 14:00

Les carrières en droit international

Modératrice / Intervenante: Rachel Lauder, Affaires mondiales Canada

Ce panel offre l'occasion de poser des questions à des personnes qui ont poursuivi des carrières variées dans la pratique du droit international et d'en apprendre davantage à la lumière de leur expérience. Il s'adresse principalement aux étudiants et aux nouveaux avocats, mais tous les participants au congrès sont les bienvenus.

**Caitlin Schropp**

Associate, Gowling WLG

**Justin Mohammed**

Counsel, Department of Justice

**Laura Morrison**

Special Advisor 2, Canadian Armed Forces

**Rachel Lauder**

Legal Counsel, Trade Law Bureau, Global Affairs Canada and Justice Canada

Afficher moins



Victoria Hall (1st Floor | 1e étage)

Keynotes | Allocutions principales

7 novembre 2024

14:05 - 15:05

Questions à l'avant-plan de l'arbitrage international : un dialogue

Keynote presentation | Allocution principale

La professeure Andrea Bjorklund et l'arbitre Lucy Reed discuteront de questions brûlantes dans le domaine de l'arbitrage international, notamment les réformes récentes des lois nationales sur l'arbitrage, le débat autour des TBI au sein et à l'extérieur de l'Union européenne, et l'essor de l'arbitrage dans les secteurs pharmaceutique, technologique et des nouvelles énergies. Puis, pour approfondir encore davantage le sujet, Lucy décrira le travail du Registre des dommages causés par l'agression de la Fédération de Russie contre l'Ukraine.



Andrea Bjorklund

Professeure titulaire et titulaire de la chaire L. Yves Fortier en arbitrage international et en droit du commerce international, Faculté de droit de l'Université McGill



Lucy Reed

arbitre indépendante, Arbitration Chambers

Ottawa ABC (1st Floor | 1e étage)

[Social Activities & Breaks | Pauses et activités sociales](#)

7 novembre 2024

15:05 - 15:15

Health Break | Pause-santé

Victoria Hall (1st Floor | 1e étage)

[Sessions | Séances](#)

7 novembre 2024

15:15 - 16:30

La connaissance d'office et la preuve d'expert du droit international devant le juge interne et international (présenté en français)

Présenté par la Société québécoise de droit international (SQDI)

(séance présentée en français, avec l'interprétation simultanée vers l'anglais)

Modérateur: Daniel Turp, professeur émérite à l'Université de Montréal, Société québécoise de droit international

La connaissance d'office du droit international par le juge canadien a fait l'objet d'un arrêt récent de la Cour suprême du Canada dans l'affaire *Association du transport aérien international c Canada (Office des transports)* (2024 CSC 30). Dans cette affaire, la Cour a été invitée à aborder plusieurs questions touchant à la problématique de la mise en œuvre et de l'entrelacement du droit international et du droit canadien. Parmi ces questions se pose celle de la comparaison entre le régime de la connaissance d'office du droit international applicable en common law et en droit civil québécois. En effet l'article 2807 alinéa 2 du Code civil du Québec constitue la seule codification législative du sujet au Canada. La question de l'admissibilité de la preuve d'expert du droit international devant le juge canadien se pose également, notamment pour déterminer le droit international coutumier ou pour établir la pratique ultérieure des États dans l'application des traités. Des questions analogues se posent devant d'autres juges internes, voire même devant le juge ou l'arbitre international, spécialement dans le règlement des différends entre investisseurs et États (RDIE). Cette séance organisée par la Société québécoise de droit international (SQDI) explorera ces questions dans la perspective du juge interne et du juge international.

Afficher moins



Bruno Gélinas-Faucher

Assistant Professor, l'Université du Nouveau-Brunswick



Charles-Emmanuel Côté

Professeur, Université Laval



Pierre Bienvenu

Avocat-conseil, IMK avocats



Saïda El Boudouhi

Professeure, Université de Paris 8 - Vincennes Saint-Denis

Afficher moins



Algonquin (Terrace) Sessions | Séances

7 novembre 2024

15:15 - 16:30

Perspective de Fort Pearson

Modérateur : Shane Spelliscy, Affaires mondiales Canada

Dans ce panel, des dirigeants de la Direction générale des affaires juridiques d'Affaires mondiales Canada, des avocats à Ottawa et des diplomates à l'étranger discuteront des questions importantes qui figurent à leur ordre du jour respectif, ainsi que des tendances juridiques qui se dessinent à la croisée des domaines du droit international.



Cheryl Cruz

Global Affairs Canada



Heather Squires

Deputy Director and Senior Counsel, Global Affairs Canada - Trade Law Bureau

Afficher plus



Freiman/Guigues (Terrace) Sessions | Séances

7 novembre 2024

15:15 - 16:30

Recherche en droit international : comment faisons-nous ce que nous faisons?

Modératrice: Natasha Affolder, University of British Columbia

Cette séance s'adresse aux étudiants de cycle supérieur engagés dans la difficile tâche de la recherche en droit international et transnational. Elle a expressément pour but de créer, dans le cadre du programme du congrès, un espace pour une conversation sur les mécanismes de la recherche en droit international. Comment faisons-nous de la « recherche »? Comment formulons-nous de meilleures questions de recherche? Comment apprenons-nous des méthodologies autres que celles que nous connaissons déjà? Comment orientons-nous la recherche? Comment apprenons-nous à échouer dans nos efforts de recherche et à tirer les leçons de nos échecs? Cette séance ouvre la boîte noire de la « recherche en droit international » dans le but de discuter ouvertement des luttes inhérentes à cette recherche et qui font certainement partie de la bonne façon de la mener.

Remarque à l'intention des étudiants de cycle supérieur : N'hésitez pas à soumettre vos problèmes, vos questions et vos doutes relativement à la recherche pendant cette séance, car elle sera interactive et aura pour but de répondre aux besoins des personnes présentes dans la salle.

Afficher moins



Alex Mills

Professor of Public and Private International Law, University College London



Natasha Affolder

Professor, Peter A. Allard School of Law, Allard School of Law



Wolfgang Alschner

Professor, University of Ottawa

Afficher moins



Victoria Hall (1st Floor | 1e étage)

Sessions | Séances

7 novembre 2024

16:45 - 18:00

Les gardiens de la galaxie : faire respecter la loi dans l'espace

Modératrice: Vivasvat Dadwal, King & Spalding LLP

De par sa nature même, la promotion d'un comportement responsable dans l'espace prend de nombreuses formes, allant de l'établissement de normes et l'adoption de mesures réglementaires et de conformité, d'une part, à l'attribution d'obligations et l'imputation d'une responsabilité aux États, d'autre part. Les mesures coercitives existantes sont-elles suffisantes pour encadrer les utilisations futures de l'espace extra-atmosphérique? En s'appuyant sur des perspectives civiles, commerciales, militaires et publiques, ce panel explorera certains des défis et des occasions favorables liés à la promotion d'un ordre international fondé sur des règles et qui s'applique au-delà des frontières territoriales sur Terre. Les points de vue uniques qui seront exprimés aborderont le séquestre et la saisie de biens spatiaux, les menaces à la cybersécurité et leur atténuation, l'incident Canada-Russie à la suite de l'écrasement du satellite COSMOS 954, dans le contexte de la Convention sur la responsabilité internationale pour les dommages causés par des objets spatiaux, ainsi que la question de savoir si l'utilisation de la force militaire est inévitable dans l'espace.



Ashlyn Milligan

Deputy Director, Non-proliferation, Disarmament and Space Division, Global Affairs Canada



Charlene Sun

Partner, DLA Piper New York



Eytan Tepper

Research Professor & Director, Space Governance Lab, Indiana University Bloomington



Mark Berlin

Professor, McGill University

Afficher moins



Algonquin (Terrace)

Sessions | Séances

7 novembre 2024

16:45 - 18:00

La nouvelle politique commerciale en matière de chaînes d'approvisionnement : conséquences pour le Canada et le droit international

Modérateur: Nicolas Lamp, Queen's University

La politique commerciale est en pleine mutation. Auparavant, les responsables du commerce concentraient leurs efforts sur la création d'un cadre juridique général pour le commerce international; ils étaient largement indifférents à la question de savoir qui échangeait quoi avec qui, tant que le commerce générait des emplois bien rémunérés et de la prospérité. À la suite des crises de ces dernières années — de la réémergence de la concurrence géopolitique à la pandémie de COVID 19, en passant par la crise climatique — les gouvernements ont délaissé l'élaboration de règles générales pour se consacrer activement à la création de chaînes d'approvisionnement spécifiques, dans le but d'atteindre un éventail beaucoup plus large d'objectifs stratégiques, parmi lesquels la préservation de l'emploi dans le secteur manufacturier, le renforcement de la sécurité nationale et de la résilience, ainsi que la lutte contre la crise climatique. Cette réorientation engendre des défis fondamentaux pour le processus national

Afficher plus



Dan Ciuriak

Professionnelle en résidence, Centre for International Governance Innovation

**Kathleen Claussen**

Professor of Law, Georgetown University Law Center

**Wolfgang Alschner**

Professor, University of Ottawa

Afficher moins



Freiman/Guigues (Terrace)

Sessions | Séances

7 novembre 2024

16:45 - 18:00

75e anniversaire des Conventions de Genève : enchevêtrement des responsabilités et impératif de préserver l'humanité dans des contextes changeants

Modératrice : Sophie Rondeau, Croix-Rouge canadienne

Le 75e anniversaire des quatre Conventions de Genève de 1949, que tous les États du monde ont ratifiées, ainsi que le 160e anniversaire de la toute première Convention de Genève de 1864 se déroulent à un moment où les principes et les interprétations du droit international humanitaire (DIH) sont soumis à une pression considérable. En effet, il est opportun d'examiner les forces en jeu qui cherchent à priver de leurs droits ceux qui respectent la loi, de même que les forces qui poussent à une application sélective du DIH, alors que nous réfléchissons à la meilleure façon de s'assurer que cette branche cruciale du droit international survit à ces menaces.

Dans l'optique de veiller à ce que les protections fondamentales prévues par les États en 1949 soient garanties aujourd'hui et à l'avenir, et d'aborder des questions particulières telles que l'atténuation des dommages causés aux civils, les transferts d'armes, l'utilisation des nouvelles technologies et l'accès de l'aide humanitaire, les panélistes discuteront des obligations légales au titre des traités pertinents visant à garantir le respect du DIH, et traiteront de l'évolution de la guerre moderne qui a mené aux défis qu'elle pose au DIH et aux occasions favorables qu'elle lui offre, comme l'obligation de rendre des comptes pour les violations du DIH et la dépendance à l'égard de l'intelligence artificielle (IA).

Afficher moins

**Lakmini Seneviratne**

Head of Legal Department, Regional ICRC Delegation for United States & Canada

**Robin Holman**

Brigadier General, Judge Advocate General, Canadian Armed Forces / Government of Canada

**Sophie Rondeau**

Director and Legal Advisor, Canadian Red Cross

**Valerie Oosterveld**

Full Professor, Western University

Afficher moins



Lester B. Pearson (Ninth Floor | 9e étage)

Social Activities & Breaks | Pauses et activités sociales

7 novembre 2024

18:30 - 20:00

Legal Adviser's Reception | Réception du juriconsulte

125 prom. Sussex Drive

Rejoignez vos pairs à la réception du juriconsulte organisée par Affaires mondiales Canada.

Note : A leur arrivée au 125 Sussex, les délégués seront escortés jusqu'au 9ème étage.



Afficher moins
^

[Accueil](#)

[Politiques d'inscription](#)

[Hôtel](#)

[Programme](#)

[Conférenciers](#)

[Soutien](#)



[✉ ccil-ccdi@intertaskconferences.com](mailto:ccil-ccdi@intertaskconferences.com)

[🔗 ccil-ccdi.ca](https://ccil-ccdi.ca)

CCIL-CCDI 2024

6 novembre 2024 - 8 novembre 2024





Le programme en ligne est continuellement mis à jour. Veuillez le consulter régulièrement.
 Les biographies sont présentées dans la langue d'origine.
 L'interprétation simultanée (IS) ne sera disponible que dans la salle plénière principale (Victoria Hall).

Agenda de l'événement

mercredi

jeudi

vendredi

6 nov.

7 nov.

8 nov.

Liste Format

Télécharger l'horaire de l'événement

La date et l'heure sont affichées dans Canada/Eastern

Recherche

Ottawa ABC (1st Floor | 1e étage)

8 novembre 2024
09:00 - 13:00

Registration | Inscription

Ottawa ABC (1st Floor | 1e étage)

Social Activities & Breaks | Pauses et activités sociales

8 novembre 2024
09:00 - 09:30

Coffee Service | Service de café

Victoria Hall (1st Floor | 1e étage)

Sessions | Séances

8 novembre 2024
09:30 - 10:45

Intervenants internationaux en matière de droits de la personne et assemblées législatives : le droit international et la promotion de la diversité et de l'égalité dans le droit national

Ce programme contient 1 heure et 15 minutes de contenu de professionnalisme sur l'égalité, la diversité et l'inclusion.

Modératrice: Joan Kasozi, Cambridge LLP

Les intervenants, représentés par Amnistie internationale, qui est actuellement un intervenant dans la demande de certification du recours collectif proposé, déposé par des personnes noires, et la requête en radiation, discuteront de l'importance des intervenants pour veiller à ce que les tribunaux et les avocats prennent en compte les lois internationales sur les droits de la personne ainsi que la diversité lorsqu'ils interprètent la législation. Le recours collectif des Noirs aborde les questions des préjugés lors de l'embauche dans le secteur fédéral et de la non-promotion des personnes racialisées. Le volet législatif du panel portera sur la mise en œuvre de la législation canadienne, tant à l'échelle fédérale que provinciale, de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones.



Le panel peut interpellier sur la manière dont les avocats (par l'intermédiaire de la législation et de l'intervention) peuvent s'assurer que le droit national est interprété conformément aux principes internationaux des droits de la personne (y compris le droit à la non-discrimination). La valeur de la diversité et de l'inclusion peut également être considérée comme l'un des aspects importants permettant de faire en sorte que les lois nationales tiennent compte des lois internationales en matière de droits de la personne.



Afficher moins

**Alex Bishop**

Special Advisor, National Chief, AFN

**Julia Sande**

Amnesty International Canada

**H. Scott Fairley**

Partner, Cambridge LLP

Afficher moins



Algonquin (Terrace)

Sessions | Séances

8 novembre 2024

09:30 - 10:45

Comment peut-on mieux promouvoir les Canadiens et les priorités canadiennes au sein des institutions internationales?

Présenté par l'Annuaire canadien de droit international

Modératrice: Kristen Boon, l'Université d'Ottawa

Ce panel, organisé par l'Annuaire canadien de droit international, présentera des commentaires d'experts sur le rôle du Canada au sein des institutions internationales et des cours et tribunaux internationaux. La discussion portera sur des sujets tels que la question de savoir si le Canada devrait nommer davantage de candidats à des postes dans des institutions ou des tribunaux internationaux, et sur les façons de mieux promouvoir les Canadiens et les priorités canadiennes au sein des institutions internationales. La conversation, animée par la rédactrice en chef Kristen Boon, présentera à la fois des perspectives historiques sur le sujet et une vue d'ensemble des différentes voies qui s'ouvrent pour le Canada.

**Colleen Swords**

Former Ambassador and Deputy Minister, (Retired) Government of Canada

**Kristen Boon**

Dean, University of Ottawa Faculty of Law (Common Law Section)

**Martin Doe**

Deputy Secretary-General and Principal Legal Counsel, Permanent Court of Arbitration (PCA)

**Sylvie Tabet**

General Counsel and Director of the Trade Law Bureau, Global Affairs Canada

**Vladyslav Lanovoy**

Assistant Professor, Université Laval

Afficher moins



Freiman/Guigues (Terrace)

Sessions | Séances

8 novembre 2024

09:30 - 10:45

Les instruments interprétatifs communs des traités sur les investissements par les États parties : un frein à la mise en œuvre du droit international par le biais d'accords

Modérateur/Intervenant: Charles-Emmanuel Côté, Université Laval

Les instruments interprétatifs communs (IIC) des traités sur les investissements par les États parties suscitent un intérêt croissant, tant dans les milieux universitaires que dans la pratique des États, de même qu'au sein du Groupe de travail III de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI) sur la réforme du règlement des différends entre investisseurs et États (RDIE). Les IIC sont des accords adoptés dans un document unique par les parties à un traité et qui concernent l'interprétation des dispositions de ce dernier. Les IIC représentent un outil permettant de mettre en œuvre le droit international au moyen d'accords. Outre le précédent historique de l'ALENA de 2001, on peut citer d'autres exemples, comme l'IIC Canada-Colombie de 2017, l'IIC Inde-Bangladesh de 2017 et le projet d'IIC Canada-UE de 2024. Qu'ils soient adoptés en vertu d'une clause spéciale, telle que l'article 1131(2) de l'ALENA, ou en vertu de l'article 31(3)(a) de la Convention de Vienne sur le droit des traités (CVDT), les IIC pourraient constituer une réponse pragmatique à certaines lacunes de l'actuel régime international d'investissement, et dont les États parties pourraient se prévaloir dès maintenant. Le panel proposé aidera à comprendre les IIC et leur régime juridique, et entend contribuer ainsi à faciliter et à encourager leur utilisation par les États.

Afficher moins

**Marcin Menkes**

Professor, Warsaw School of Economics, Poland

**Shotaro Hamamoto**

Professor, Kyoto University, Japan

**Xu Qian**

Dr., Zhejiang University

Afficher moins



Victoria Hall (1st Floor | 1e étage)

Sessions | Séances

8 novembre 2024

11:00 - 12:15

Démêler les contrôles à l'exportation et les sanctions économiques : de nouveaux enseignements surprenants

Ce panel examinera l'effet de l'imposition de sanctions économiques pour répondre aux préoccupations internationales en matière de paix et de sécurité, aux violations flagrantes des droits de la personne, et à la corruption étrangère importante. Les sujets proposés s'intéresseront aux autorisations légales pour l'imposition de sanctions; aux questions et aux incertitudes relatives à l'interprétation; aux recours dont disposent les personnes désignées, nommées ou dont le nom est inscrit sur la liste, et les autres personnes involontairement visées par les régimes de sanctions; et à l'efficacité de ces mesures pour promouvoir les intérêts de sécurité nationale du Canada, y compris les activités de mise en œuvre.

**Kay Georgi**

Partner, ArentFox Schiff LLP

**Martha Harrison**

Partner, McCarthy Tétrault LLP

**Matthew Kronby**

Partner, Osler, Hoskin & Harcourt LLP

**Vasken Khabayan**

Director, Sanctions Listing and Coordination, Global Affairs Canada

**William Pellerin**

Associé, Commerce international, McMillan LLP

Afficher moins



Algonquin (Terrace)

Sessions | Séances

8 novembre 2024

11:00 - 12:15

Accès à la justice : application des droits de la personne en temps de crise

Modératrice: Fannie Lafontaine, Université Laval

Les conflits armés en Ukraine et à Gaza, les déplacements forcés de populations et le changement climatique ont soulevé la question urgente de la capacité du droit international à répondre aux violations flagrantes des droits de la personne. Bien que l'on ait abondamment parlé des mécanismes existants d'application des droits de la personne, la protection de ces droits demeure purement théorique en l'absence d'un accès efficace à la justice pour les victimes. Ce panel examinera les défis posés par cet accès, en analysant les obstacles de fond, procéduraux et conceptuels rencontrés dans les forums internationaux, régionaux et nationaux. Nous examinerons de manière critique comment les tribunaux, notamment la Cour internationale de justice (CIJ), le Tribunal international du droit de la mer (TIDM) et la Cour interaméricaine des droits de l'homme (CIDH), ainsi que des entités telles que le Registre des dommages pour l'Ukraine peuvent et doivent s'adapter pour garantir l'accès à la justice pour les victimes de violations des droits de la personne, en dépit des forces perturbatrices. Le panel réfléchira à la fois à l'érosion actuelle du droit international et aux capacités de ces institutions à trouver des solutions créatives pour garantir l'accès à la justice et, en fin de compte, le respect des droits de la personne.

Afficher moins

**Camille Lefebvre**

Judicial Fellow, International Court of Justice

**Camille Marquis-Bissonnette**

Professeure, Université du Québec en Outaouais

**Catherine Savard**

DPhil in Law candidate, University of Oxford

**Fannie Lafontaine**

Professor, Université Laval

**Niko Pavlopoulos**

Associate Legal Officer, International Court of Justice

Afficher moins



Freiman/Guigues (Terrace)

Sessions | Séances

8 novembre 2024

11:00 - 12:15

Aide et assistance militaires à d'autres États – Questions clés en vertu du jus ad bellum et du jus in bello

Modérateur: LCol. Gary Pattison, Cabinet du Juge-avocat général

La tendance croissante des États à fournir une aide et une assistance militaires à d'autres pays engagés dans un conflit armé a soulevé des questions complexes de droit international. Par exemple, plus de cinquante États ont récemment apporté un soutien militaire important à l'Ukraine, ce qui souligne l'urgence d'aborder ces enjeux. Les cadres juridiques régissant cette pratique, en particulier le *jus ad bellum* et le *jus in bello*, posent des questions importantes et peu étudiées concernant les seuils à partir desquels un tel soutien constitue un emploi interdit de la force ou fait d'un État une partie à un conflit armé. Compte tenu de l'importance de ces questions et du peu d'études qui s'y sont consacrées, ce panel vise à faire la lumière sur ces questions et à contribuer au discours actuel.



LCdr Amélie Aubut

Deputy Director and Legal Advisor, Directorate of International and Operational Law, Office of the Judge Advocate General, Canadian Armed Forces



Brian L. Cox

Adjunct professor of law, Cornell Law School



Catherine Gribbin

Senior Legal Advisor, International Humanitarian Law, Canadian Red Cross



Jennifer McKeen

Legal Advisor, Global Affairs Canada

Afficher moins



Ottawa ABC (1st Floor | 1e étage)

Social Activities & Breaks | Pauses et activités sociales

8 novembre 2024

12:15 - 13:15

Lunch | Dîner

Victoria Hall (1st Floor | 1e étage)

Sessions | Séances

8 novembre 2024

13:15 - 14:00

CCIL AGM | AGA du CCDI

Annual General Meeting | Assemblée générale annuelle

Chers membres du CCDI,

L'Assemblée générale annuelle (AGA) 2024 du Conseil canadien de droit international (CCDI) se tiendra en présentiel à Ottawa durant le Congrès annuel.

Date/Lieu :

Vendredi 8 novembre 2024

de 13 h 15 à 14 h 00 HE

111, prom. Sussex

Salle Victoria Hall (1er niveau)

Veillez marquer vos calendriers et planifier de vous joindre à l'AGA afin de nous aider à atteindre le quorum.

La rencontre sera l'occasion de discuter sur les activités du CCDI, d'examiner ses états financiers et d'approuver la nomination de membres du Conseil d'administration.

L'ordre du jour et les documents connexes ont été publiés sur l'application. **Vous devez être connecté à l'application pour accéder aux**



documents. Il suffit de cliquer sur la session de l'AGA sur l'application pour télécharger/visualiser le document. Ils seront également envoyés via Constant Contact.

Au plaisir de vous y voir!

Afficher moins



Victoria Hall (1st Floor | 1e étage)

Sessions | Séances

8 novembre 2024

14:00 - 15:15

Examen de l'ACEUM en 2026 : occasions favorables et risques pour le Canada

Modérateur: Riyaz Dattu, ArentFox Schiff LLP

Le prochain examen de l'Accord Canada-États-Unis-Mexique (ACEUM), prévu pour 2026, présente des défis et des occasions favorables pour la participation du Canada aux chaînes d'approvisionnement nord-américaines, ainsi que pour sa compétitivité en matière d'exportations internationales. L'Accord comporte une disposition non conventionnelle et sans précédent, qui fixe le renouvellement de l'ACEUM au 1^{er} juillet 2026 et permet à l'une ou l'autre des trois parties (États-Unis, Mexique et Canada) de s'opposer au renouvellement. Si des objections sont soulevées, cela déclenche un processus de renégociation qui pourrait avoir une incidence sur la continuité de l'ACEUM d'ici son expiration, actuellement prévue pour 2036.

Ce panel examinera, entre autres, la raison d'être de la disposition de l'ACEUM portant sur le renouvellement de l'Accord, l'effet que les changements politiques pourraient avoir sur le processus d'examen, l'état de préparation du Canada en vue des négociations, la manière dont les États-Unis et le Mexique pourraient utiliser le processus d'examen pour obtenir des concessions de la part du Canada, et la manière dont le processus d'examen peut permettre d'éliminer l'incertitude à l'avenir.

Compte tenu de l'importance des négociations à venir, il est primordial que les parties à l'ACEUM planifient de manière stratégique afin de surmonter les obstacles existants que les États-Unis et le Mexique imposent à l'investissement et au commerce.

Afficher moins



Hugh Cheetham

HJC Trade Consulting



Jack Hughes

Business Council of Canada



Meredith Lilly

Professor, Simon Reisman Chair in International Economic Policy, Norman Paterson School of International Affairs, Carleton University



Orlando Pérez

Partner, TMI Abogados



Riyaz Dattu

ArentFox Schiff LLP

Afficher moins



Algonquin (Terrace)

Sessions | Séances

8 novembre 2024

14:00 - 15:15

La mise en œuvre du droit international humanitaire par la diffusion

Modérateur: Brian L. Cox, Cornell Law School/l'Université d'Ottawa

Les conflits armés au Moyen-Orient et en Ukraine ont mis les questions de droit international humanitaire (DIH) à la une des journaux et dans les réseaux sociaux du monde entier, ce qui a eu pour effet d'accroître les revendications démocratiques — par l'intermédiaire de manifestations, de pétitions, d'envois de lettres et d'autres actions semblables — en rapport avec le DIH. Alors que ces demandes appellent souvent à la mise en œuvre du DIH, les publics sont parfois mal informés sur le DIH (et susceptibles d'être désinformés à ce sujet). Dans ce contexte, la diffusion du DIH est plus importante que jamais. Mais qui sont les personnes ayant besoin d'être informées sur le DIH, de quelle façon, et quels sont les « enchevêtrements » de la désinformation sur le DIH? Les Conventions de Genève exigent des États qu'ils diffusent le DIH, qu'ils l'incluent dans les programmes d'instruction militaire et qu'ils promeuvent la connaissance du DIH au sein de la population civile. Le Canada s'acquitte-t-il de cette obligation, comment et avec quelle efficacité? Ce panel, présidé par Brian Cox, examinera la diffusion du DIH en tant que composante nécessaire à sa mise en œuvre, du point de vue de la société civile, des universitaires et des militaires canadiens. Sophie Rondeau reviendra sur l'enquête initiale de 2016 de la Croix-Rouge sur les connaissances du public en matière de DIH et examinera les initiatives récentes de la Croix-Rouge à cet égard. Marina Sharpe présentera ses recherches et celles de Hye-Joon Lee sur l'état de la formation sur le DIH dans les universités canadiennes. Et Eric Weaver traitera de la manière dont le DIH est enseigné dans les Forces armées canadiennes.

Afficher moins

**Brian L. Cox**

Adjunct professor of law, Cornell Law School

**Eric Weaver**

Lieutenant-Colonel, Canadian Forces Military Law Centre

**Marina Sharpe**

Associate Professor of International Law, Royal Military College Saint-Jean

**Sophie Rondeau**

Director and Legal Advisor, Canadian Red Cross

Afficher moins



Ottawa ABC (1st Floor | 1e étage)

Social Activities & Breaks | Pauses et activités sociales

8 novembre 2024

15:15 - 15:30

Coffee Service | Service de café

Victoria Hall (1st Floor | 1e étage)

Keynotes | Allocutions principales

8 novembre 2024

15:30 - 16:30

Le droit international est-il toujours pertinent pour relever les défis du monde actuel?

Keynote presentation | Allocution principale

Ce panel consistera en une discussion entre Alan Kessel et Elaine Feldman, qui s'appuieront sur leurs expériences respectives dans les domaines du droit international public et du droit commercial international, et aborderont les défis dont ils ont été témoins en ce qui a trait au statut du droit international. Dans un monde où les conflits se multiplient et où les règles communément admises ne sont pas respectées, ils se demanderont si le droit international existant est toujours pertinent pour résoudre les conflits. Ils se demanderont également si le droit international peut s'attaquer aux problèmes émergents. Sera-t-il possible non seulement de convenir de nouvelles obligations, mais aussi de veiller à l'application effective de ces obligations? Existe-t-il de nouveaux moyens d'établir des normes internationales contraignantes?

**Alan Kessel**

Ancien sous-ministre adjoint aux affaires juridiques et conseiller juridique à Affaires mondiales Canada et au gouvernement du Canada

**Elaine Feldman**

Professionnelle en résidence, University of Ottawa

50 Sussex

Social Activities & Breaks | Pauses et activités sociales

8 novembre 2024

16:30 - 18:30

Closing Reception | Réception de clôture

50 prom. Sussex Drive

Rejoignez-nous pour la réception de clôture au « 50 Sussex », à quelques pas du lieu de la conférence, avec une vue imprenable sur la rivière des Outaouais, les collines de la Gatineau et les chutes Rideau.



Afficher moins



Accueil

Politiques d'inscription

Hôtel

Programme

Conférenciers

Soutien



✉ ccil-ccdi@intertaskconferences.com

🔗 ccil-ccdi.ca

CCIL-CCDI 2024

6 novembre 2024 - 8 novembre 2024

 Fourni par [PheedLoop](https://www.pheedloop.com)





Rencontrez nos intervenants



Recherche

Recherche de noms d'orateurs et d'organisations

Conférenciers/ières principaux



Alan Kessel

Ancien sous-ministre adjoint
aux affaires juridiques et...



Andrea Bjorklund

Professeure titulaire et titulaire
de la chaire L. Yves Fortier en..
Faculté de droit de l'Université
McGill



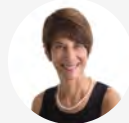
Elaine Feldman

Professionnelle en résidence
University of Ottawa



James Stewart

Procureur adjoint, Cour pénale
internationale (retraité)



Lucy Reed

arbitre indépendante
Arbitration Chambers



Conférenciers



Akinwumi Ogunranti

Assistant Professor
Faculty of Law, University of
Manitoba



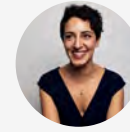
Alex Bishop

Special Advisor, National
Chief, AFN



Alex Mills

Professor of Public and Private
International Law
University College London



Amanda Ghahremani

Research Fellow
Human Rights Center, UC
Berkeley



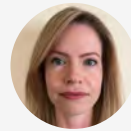
LCdr Amélie Aubut

Deputy Director and Legal
Advisor, Directorate of...
Office of the Judge Advocate
General, Canadian Armed...



Andrew House

Partner
Fasken Martineau DuMoulin
LLP



Ashlyn Milligan

Deputy Director, Non-
proliferation, Disarmament...
Global Affairs Canada



Brenda Gunn

Professor
Robson Hall Faculty of Law,
University of Manitoba



Brian L. Cox

Adjunct professor of law
Cornell Law School



Bruno Gélinas-Faucher

Assistant Professor
l'Université du Nouveau-
Brunswick



Caitlin Schropp

Associate
Gowling WLG



Camille Lefebvre

Judicial Fellow
International Court of Justice



Camille Marquis-Bissonnette

Pfesseure
Université du Québec en
Outaouais



Catherine Gribbin

Senior Legal Advisor,
International Humanitarian...
Canadian Red Cross



Catherine Savard

DPhil in Law candidate
University of Oxford



Charlene Sun

Partner
DLA Piper New York



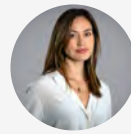
Charles-Emmanuel Côté

Professeur
Université Laval



Cheryl Cruz

Global Affairs Canada



Claire Anderson

Commissioner, British
Columbia and Yukon
Canadian Radio-television and
Telecommunications...



Colleen Swords

Former Ambassador and
Deputy Minister
(Retired) Government of
Canada



Dan Ciuriak

Professionnelle en résidence
Centre for International
Governance Innovation



Daniel Litwin

Independent legal adviser and
arbitrator, with affiliations to...
Independent



Major General Dave Yarker

Commander, Canadian Armed
Forces Cyber Command
Canadian Armed Forces



Elizabeth Roscoe

Executive Vice President and
Ottawa Practice Lead
Rubicon Strategy Inc.



Eran Sthoeger

Adjunct Professor
Brooklyn Law School



Eric Weaver

Lieutenant-Colonel
Canadian Forces Military Law
Centre



Eytan Tepper

Research Professor & Director,
Space Governance Lab
Indiana University
Bloomington



Fannie Lafontaine

Professor
Université Laval



Gregory Shaffer

Professor of International Law
Georgetown University Law
Center



Heather Squires

Deputy Director and Senior
Counsel
Global Affairs Canada - Trade
Law Bureau



Hugh Cheetham

HJC Trade Consulting



Isabelle Van Damme

Professor of International
Economic Law
World Trade Institute



Jack Hughes
Business Council of Canada



Jennifer McKeen
Legal Advisor
Global Affairs Canada



Jesse Abell
Associate
Olthuis Kleer Townshend LLP



Julia Sande
Amnesty International Canada



Justin Mohammed
Counsel
Department of Justice



Kathleen Claussen
Professor of Law
Georgetown University Law
Center



Kay Georgi
Partner
ArentFox Schiff LLP



Kimberley Trapp
Professor of Public
International Law; Deputy...
University College London,
Faculty of Laws



Kristen Boon
Dean
University of Ottawa Faculty of
Law (Common Law Section)



Lakmini Seneviratne
Head of Legal Department
Regional ICRC Delegation for
United States & Canada



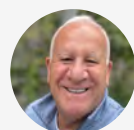
Laura Morrison
Special Advisor 2
Canadian Armed Forces



Leah West
Associate Professor
Norman Paterson School of
International Affairs, Carleton..



Marcin Menkes
Professor
Warsaw School of Economics,
Poland



Mark Berlin
Professor
McGill University



Maria Antônia Tigre
Director
Global Climate Litigation Sabin
Center for Climate Change...



Marina Sharpe
Associate Professor of
International Law
Royal Military College Saint-
Jean



Martin Doe

Deputy Secretary-General and
Principal Legal Counsel
Permanent Court of
Arbitration (PCA)



Martha Harrison

Partner
McCarthy Tétrault LLP



Masud Husain

Ombudsperson
Canadian Ombudsperson for
Responsible Enterprise (CORE)



Matthew Kronby

Partner
Osler, Hoskin & Harcourt LLP



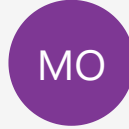
Mehmet Karman

Senior Policy Analyst
Foreign Investment Review
and Economic Security Branc...



Meredith Lilly

Professor, Simon Reisman
Chair in International...
Norman Paterson School of
International Affairs, Carleton..



Michael Owen

General Counsel and Executive
Director
Global Affairs Canada



Miriam Cohen

Associate Professor
Université de Montréal



Nadia Bourély

Executive Director, Market
Access & Trade Controls Law..
Global Affairs Canada &
Department of Justice



Natasha Affolder

Professor, Peter A. Allard
School of Law
Allard School of Law



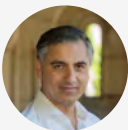
Niko Pavlopoulos

Associate Legal Officer
International Court of Justice



Orlando Pérez

Partner
TMI Abogados



Payam Akhavan

Human Rights Chair, Massey
College
University of Toronto



Penelope Simons

Full Professor, & Gordon F.
Henderson Chair in Human...
University of Ottawa Faculty of
Law (Common Law Section)



Pierre Bienvenu

Avocat-conseil
IMK avocats



Rachel Lauder

Legal Counsel
Trade Law Bureau, Global
Affairs Canada and Justice...



Risa Schwartz
Sole Practitioner
Risa Schwartz International
Law



Riyaz Dattu
ArentFox Schiff LLP



Robert Young
Deputy Director, Criminal,
Security and Diplomatic Law...
Global Affairs Canada



Robin Holman
Brigadier General, Judge
Advocate General
Canadian Armed Forces /
Government of Canada



Saïda El Boudouhi
Professeure
Université de Paris 8 -
Vincennes Saint-Denis



Sandra Leduc
Global Affairs Canada



H. Scott Fairley
Partner
Cambridge LLP



Shotaro Hamamoto
Professor
Kyoto University, Japan



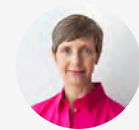
Sophie Rondeau
Director and Legal Advisor
Canadian Red Cross



Stephen Randall
Executive Director, Oceans,
Environment and Aerospace...
Global Affairs Canada



Sylvie Tabet
General Counsel and Director
of the Trade Law Bureau
Global Affairs Canada



Valerie Oosterveld
Full Professor
Western University



Vasken Khabayan
Director, Sanctions Listing and
Coordination
Global Affairs Canada



Vladyslav Lanovoy
Assistant Professor
Université Laval



William Pellerin
Associé, Commerce
international
McMillan LLP



Wolfgang Alschner
Professor
University of Ottawa



Xu Qian
Dr.
Zhejiang University



Yu Cai Tian
Legal Counsel
Trade Law Bureau,
Government of Canada

[Accueil](#)

[Politiques d'inscription](#)

[Hôtel](#)

[Programme](#)

[Conférenciers](#)

[Soutien](#)



[✉ ccil-ccdi@intertaskconferences.com](mailto:ccil-ccdi@intertaskconferences.com)

[🔗 ccil-ccdi.ca](https://ccil-ccdi.ca)

CCIL-CCDI 2024

6 novembre 2024 - 8 novembre 2024

 Fourni par [PheedLoop](#)





Rencontrez nos partenaires



Law Commission of Canada
Commission du droit du Canada



GOWLING WLG

Recherche

Recherche d'organisations, de lieux ou de gestionnaires

Supporter | Avec le soutien de



Law Commission of Canada
Commission du droit du Canada

Law Commission of Canada |
Commission du droit du...

Gold | Or



University of New Brunswick |
Université du Nouveau...



Silver | Argent



Gowling WLG



PAFSO | APASE



Thompson Rivers University



Université de Montréal,
Faculté de droit



University of Manitoba

Bronze



ArentFox Schiff Law



Cambridge LLP



Canadian Red Cross | Croix-
rouge canadienne



Cassidy Levy Kent (Canada)
LLP



Fasken Martineau DuMoulin
LLP



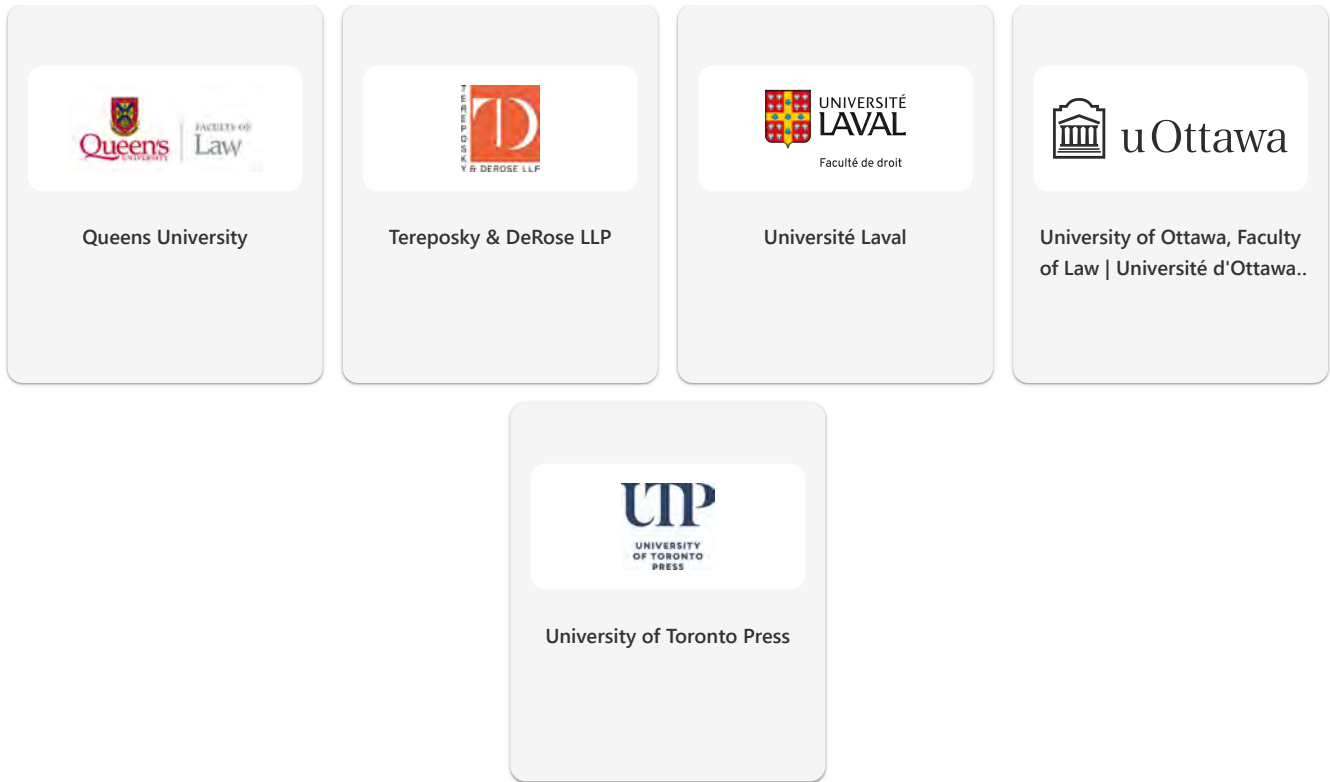
International Committee of
the Red Cross | Comité...



McGill University | Université
McGill



Osler, Hoskin & Harcourt LLP



Invitation au parrainage

Le parrainage du Congrès annuel est une excellente occasion de promouvoir votre organisation et d'accroître sa visibilité auprès des principaux praticiens du droit international. Le 53e Congrès annuel aura lieu en personne, les 7 et 8 novembre 2024, à Ottawa.

Chaque année, plus de 300 professionnels de la profession juridique, soit des universitaires, des cabinets d'avocats privés, des ONG et des gouvernements, ainsi que des étudiants de tout le Canada et du monde entier assistent au Congrès annuel, dont plus de 80 conférenciers internationaux très respectés.

Les praticiens et les universitaires qui travaillent dans le domaine du droit international se retrouvent plus que jamais aux intersections des lois; en effet, ils solutionnent des problèmes en faisant appel à de nouvelles règles et de nouvelles institutions, qu'ils adaptent en fonction de l'évolution des circonstances mondiales et régionales. Lorsque le droit international converge, entre en concurrence ou coexiste avec les ordres juridiques nationaux et régionaux, les praticiens du droit (international) ont de plus en plus besoin d'experts pour approfondir des domaines qui autrement, appartiendraient à des sphères traditionnelles.

[Télécharger la trousse de commandite](#) (disponible en anglais seulement)

Accueil

Politiques d'inscription

Hôtel

Programme

Conférenciers

Soutien



✉ ccil-ccdi@intertaskconferences.com

🔗 ccil-ccdi.ca

CCIL-CCDI 2024

6 novembre 2024 - 8 novembre 2024

